

UN ETAT



FAIBLE FACE À UN

CAPITALISME FORT

Entretien avec Bruno COLMANT et Xavier DUPRET

Par Julien CHARLES

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Nous proposons ici de croiser les regards de deux économistes sur la fermeture de Caterpillar. Entre le local austère de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte où Xavier Dupret nous reçoit, et le petit salon de la banque Degroof Petercam où Bruno Colmant nous attend, il n'y a que deux kilomètres à parcourir. Malgré cette proximité géographique, ce sont deux institutions antagoniques. La première fait feu contre la mondialisation capitaliste et l'ultralibéralisme, alors que la seconde incarne aux yeux de nombre d'entre nous ces deux tendances. Les analyses de Xavier Dupret et Bruno Colmant ne valent donc pas seulement pour elles-mêmes. L'intérêt réside aussi dans la distance qui les sépare et dans les rapprochements inattendus qui s'opèrent.

Comment s'explique la fermeture de l'usine Caterpillar de Gosselies ?

XD : Caterpillar est bénéficiaire au niveau mondial et au niveau belge aussi, donc on peut tout de suite écarter l'hypothèse de la faillite imminente. Par contre, le profit actuel du site de Gosselies est insuffisant pour satisfaire des actionnaires extrêmement gourmands. Parce que Caterpillar est devenu un géant de l'économie

mondiale, le groupe a besoin d'énormément d'argent pour continuer à investir et à honorer ses engagements. Sa politique pour maintenir une offre attirante aux yeux des investisseurs, c'est de pratiquer une concurrence entre les sites de production, de mettre en concurrence des Etats et leurs systèmes législatifs plus ou moins favorables au travail, et de s'orienter là où il sera possible de rémunérer les travailleurs le moins possible. Voilà pourquoi ils quittent la Belgique. Si Caterpillar a la possibilité de délocaliser là où produire leur coûté moins cher, je ne vois pas pourquoi ils ne le feraient pas.

BC : A mes yeux, on est en train de payer, avec 30 ans de retard, la disparition de nos centres de décision. On a perdu l'affinité patronale avec le gouvernement, cette espèce de collégialité, de vision partenariale. Quand le lieu de décision est en Belgique, les patrons sont en contact avec les gouvernements. Ça crée une sorte d'affinité, de sympathie, de connivence, de congruence d'intérêts. Dans ce cas-là, c'est plus difficile, ou en tous cas plus moralement contraignant, de fermer un site un Belgique. Aujourd'hui, on est devenu le jouet de sociétés étrangères qui créent ou suppriment l'emploi en fonction des aides

publiques qu'elles reçoivent. Parce que la démocratie s'arrête aux frontières, on n'a plus de prise sur ces groupes mondiaux. Je ne sais pas s'ils font du mieux-disant fiscal et du moins-disant social, mais il y a un peu de ça quand même.

19

Et concrètement, qui a décidé de la fermeture ?

BC : Dans ces sociétés, ce ne sont pas les actionnaires qui décident mais la technocratie interne aux entreprises. L'actionnariat américain est émietté, alors qu'en Europe les sociétés ont généralement un actionnaire de contrôle. Sur la bourse de Bruxelles, un actionnaire de contrôle détient en moyenne un tiers de l'entreprise, ça lui permet d'exercer une influence forte sur les directions et la gestion de la société. Mais les actionnaires de Caterpillar, ils sont émiettés. On ne les a pas tous interviewés pour savoir s'ils voulaient fermer l'usine. Ce sont les technocraties internes qui décident pour eux.

XD : Si la direction de Caterpillar décide de ne pas délocaliser là où produire leur coûté moins cher, l'entreprise ne pourra plus assurer des rendements aussi élevés aux action-



naires. L'entreprise n'attirera plus d'investisseurs et elle fermera. Si en Wallonie, on assiste demain à une grande politique contraignante et dirigiste sur les directions d'entreprise et si, dans le même temps, on garde le marché des capitaux tel qu'il existe aujourd'hui, avec cette fluidité qui les autorise à passer très très rapidement d'un pays à l'autre, il va y avoir un manque de capitaux et les entreprises vont fermer encore plus intensément que ce que l'on voit aujourd'hui.

Mais alors, qu'est-ce qu'on peut faire ?

XD : Il faut d'abord reconnaître qu'une entreprise a besoin d'argent pour fonctionner. Mais si les grandes entreprises ont besoin d'énormément d'argent, ça ne veut pas dire qu'elles ont besoin d'actionnaires. Pire encore : les actionnaires ne produisent pas de richesse. Ils la pompent, et pas qu'un peu. Il serait donc tout à fait logique économiquement que cet argent vienne d'ailleurs.

20

Ce qu'il faudrait faire, c'est collectiviser l'épargne et la mettre dans les mains des pouvoirs publics. Il faut des banques publiques et des outils de placement pour les retraites qui soient publics également. C'est d'abord sur le marché des capitaux que ça doit se jouer. On vit dans une société capitaliste et il faut d'abord passer par une socialisation publique du capital financier pour aller plus loin.

Par après, ça pourrait permettre que les pressions sur les dirigeants de ces grandes entreprises ne soient pas, ou pas seulement, de l'ordre de la maximisation du rendement de l'investissement. On pourrait imposer des critères d'évaluation différents : un horizon à long terme, le maintien de l'emploi, des salaires décents, une certaine durabilité...

BC : Je pense qu'il y a trois éléments qui expliquent la détérioration de la situation actuelle et qu'on devrait restaurer. D'abord, l'Etat est devenu faible en Belgique. Il est devenu administrativement lourd mais décisionnellement faible parce qu'il s'est morcelé. Deuxièmement, et c'est sans doute la conséquence du premier point, le gros de l'actionariat belge n'a plus confiance. Il a préféré encaisser ses plus-values et aller à la Côte d'Azur pour la plupart, plutôt que de continuer à investir en Belgique. Le troisième élément, c'est le mauvais état du dialogue social.

Et tout ça a été fait exprès par des gens qui ont une autre vision de l'Etat, qui ont une vision d'un Etat centré sur l'exécutif, pas sur le législatif et la concertation sociale. Et ça crée un contexte social très compliqué qui est évidemment destructeur d'emplois.

L'Etat doit donc reprendre la main sur les entreprises, la politique doit influencer plus clairement l'économie ?

BC : En fait, je voudrais qu'un Etat soit plus stratégique que dirigiste. L'Etat devrait re-fédéraliser des compétences et établir sa politique industrielle. Il faut savoir où on veut mettre nos efforts fiscaux par exemple. Qu'est-ce qu'on veut promouvoir comme type d'entreprise ? Quelles sont les entreprises qui doivent ou pas recevoir des subsides ? On peut tout moduler mais, pour le faire, il faut avoir une synthèse plus établie de ce qu'on veut faire du pays, une meilleure stratégie pour le pays. Comme au sortir de la guerre, il faudrait refaire de la planification. C'est pas très conforme à l'économie de marché de dire ça, mais l'économie de marché n'est pas capable de répondre à l'envergure des bouleversements actuels. Mais si au niveau gouvernemental on morcelle encore plus les compétences, si on n'a pas de dialogue, si on ne parvient pas à proposer quelque chose de cohérent pour guider l'action, alors on n'y parviendra pas non plus.

XD : L'initiative d'un Etat esseulé n'a aucun sens aujourd'hui. Si on crée maintenant la banque publique dont je parle, elle sera incapable de proposer des rendements semblables à ceux des banques privées qui placent et déplacent l'épargne partout dans le monde. Si cette banque existait, il n'y aurait personne pour mettre son argent là-dedans parce que ça rapporterait beaucoup moins qu'ailleurs.

Pour que ce soit réaliste, il ne peut pas y avoir de fuite des capitaux, il faut que le cash reste en place. Il faut donc modifier les agencements institutionnels du commerce international. Aujourd'hui, on voit que le libre-échange a surtout servi à détricoter toutes les avancées du mouvement ouvrier en matière de protection sociale en Europe occidentale. Pour changer les choses, il faut une limitation contrôlée des flux de capitaux : on ne peut plus sortir l'épargne des européens pour que ça rapporte plus ailleurs. Sur un territoire comme celui-ci, il doit il y avoir un maximum de règles protectionnistes au niveau industriel et financier. Pour ça, il faudrait un pouvoir politique suffisamment fort pour faire rupture par rapport au modèle imposé par l'OMC, en entraînant d'autres territoires à sa suite.



BC : Le protectionnisme, c'est bien à court terme. Mais à long terme c'est pas bon. Parce que le capital a besoin d'être fluide pour trouver les gisements de croissance. Et si un capital ne peut pas être fluide, on n'investit plus dans le pays où c'est pas fluide. C'est le cas en Chine maintenant, où il est difficile de rapatrier l'argent que l'on y met. Et donc on commence à moins investir là-bas. Ce qu'il faut, c'est rétablir un climat de confiance, un alignement d'intérêts, pacifier, apaiser, s'interroger, savoir ce qu'on veut faire de ce pays à l'horizon de 20 ans. Qu'est-ce qu'on veut offrir à la jeunesse ? Quelles sont les entreprises qu'on veut développer ou ne pas développer ? Cette synthèse n'est pas faite pour le moment.

XD : Les syndicats doivent surtout continuer à dire non aux licenciements boursiers et au chômage de masse que ça entraîne. Là, c'est pas la défense des intérêts de quelques-uns qui est un jeu, c'est la défense d'un idéal de citoyenneté et d'un projet de société qui sont mis en danger par le capitalisme financier. Dans le scénario actuel de l'économie mondiale, le syndicat n'a pas vraiment le choix de faire autre chose que cette défense acharnée et nécessaire d'un modèle de protection sociale. Il faut bien stopper l'hémorragie avant d'aller courir le 100m. Les gens rêveront d'une société plus égalitaire quand ils auront les moyens d'existence sur lesquels s'appuyer pour avoir un projet de vie à long terme.

Comment le monde associatif peut-il agir là-dessus aujourd'hui ?

XD : L'essentiel serait de réinvestir un discours critique sur l'économie à un niveau macro. Parce que, pour reprendre le titre de l'analyse que j'ai publiée récemment, « Caterpillar, c'est d'abord un problème macro »¹. Et ça ne se fera pas à l'université, où les facs d'économie sont devenues des *business schools*. Ça ne se fera pas dans les médias classiques, qui sont eux aussi sous pression de financement par le privé. Ça ne peut se faire qu'ici. Mais si ça ne se fait pas à un niveau macro, si on reste dans le vécu des gens et leurs souffrances, alors on ne se permet pas de voir les déterminations et on est politiquement peu pertinents.

BC : Je connais assez peu le monde associatif. Il faut peut-être exiger des partis politiques plus de transparence

L'essentiel serait de réinvestir un discours critique sur l'économie à un niveau macro.

sur leur action à venir. Je pense que les gens ne s'intéressent pas assez aux projets que proposent les partis, ils ne savent pas vraiment pourquoi ils votent en fait. Ils sont plutôt dans l'immédiateté de l'image. On est dans des configurations politiques d'instantanéité, de réactivité. Tout se fait dans une sorte de précipitation, de manque d'acte fondateur, de manque de cadre conceptuel.

21

Nos deux compères se retrouvent donc sur une part du constat : la logique qui soutient la décision de fermeture est celle du capital. Sans ancrage, il est volatile et se déplace là où les retours sur investissements sont les plus intéressants. Faisant jouer la concurrence fiscale et sociale, les entreprises transnationales décident de quitter un pays pour produire plus de dividendes ailleurs. Et le pouvoir politique ne parvient pas à peser efficacement dans ces décisions purement instrumentales.

Les acteurs que Xavier Dupret et Bruno Colmant placent face à l'Etat ne sont cependant pas les mêmes : le premier convoque les actionnaires, le second fait venir les patrons. Les propositions qu'ils formulent pour éviter la répétition du scénario sont donc différentes. Le premier appelle l'Etat à reprendre la main sur la gestion des capitaux privés, le second propose de rétablir une meilleure entente entre les patrons de ces grands groupes mondiaux et le gouvernement fédéral.

Avec des formules très différentes, tous deux prêchent pour une meilleure direction de l'économie par les instances politiques. Ce qui requiert une bonne connaissance de ces mécanismes, une capacité collective à formuler des propositions alternatives et à en débattre dans l'espace public.



1. <http://www.acjj.be/caterpillar-cest-dabord-un-probleme-macro/>